

Art. 2. De Minister-Presidente, tot wier bevoegdheid het Leerplichtonderwijs en de Sociale Promotie behoren, wordt belast met de uitvoering van dit decreet.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA
De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET
De Vice-President,
Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN
De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 144-1.

Integraal verslag. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2005.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 2092

[C — 2005/29226]

**20 JUILLET 2005. — Décret modifiant le décret du 12 décembre 2000
relatif à la formation initiale des instituteurs et des régents (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, les mots « Activités d'enseignement de type A : activités d'enseignement qui regroupent les étudiants de l'ensemble des sections d'enseignement normal » sont remplacés par les mots « Activités d'enseignement de type A : activités d'enseignement qui regroupent les étudiants de l'ensemble des sections d'enseignement normal. Le Gouvernement peut accorder une dérogation annuelle aux Hautes Ecoles qui, pour des raisons d'organisation interne, souhaitent dispenser les cours de type A à plusieurs sections et non à l'ensemble des sections ».

Art. 2. A l'article 4 du même décret, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Ces axes sont constitués par :

- 1° L'appropriation des connaissances socioculturelles comportant au moins 120 heures;
- 2° L'appropriation des connaissances socio-affectives et relationnelles comportant au moins 120 heures;
- 3° La maîtrise des connaissances disciplinaires et interdisciplinaires comportant au moins 1020 heures;
- 4° La maîtrise des connaissances pédagogiques comportant au moins 180 heures;
- 5° L'appropriation d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comportant au moins 45 heures;
- 6° Le savoir-faire comportant au moins 780 heures.
- 7° Les activités interdisciplinaires de construction de l'identité professionnelle comportant au moins 80 heures.

Les Hautes Ecoles organisent des activités d'enseignement de type A, au sens de l'article 2 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, à concurrence d'au moins 210 heures.

La grille horaire minimale et le volume horaire pour les sections préscolaire, primaire et secondaire est annexée au présent décret ».

Art. 3. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Les connaissances socioculturelles comprennent :

- 1° la sociologie et la politique de l'éducation;
- 2° l'approche théorique et pratique de la diversité culturelle; et la dimension de genre;
- 3° une initiation aux arts et à la culture;
- 4° la philosophie et l'histoire des religions. »

Art. 4. L'article 6 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. L'appropriation d'une démarche scientifique et d'attitudes de recherche comporte :

1° une initiation à la recherche, des notions d'épistémologie des disciplines et une préparation au travail de fin d'études;

2° la réalisation d'un travail de fin d'études. »

Art. 5. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Les connaissances pédagogiques comprennent :

1° la pédagogie générale;

2° l'évaluation des apprentissages;

3° l'étude critique des grands courants pédagogiques;

4° la psychologie des apprentissages;

5° la différenciation des apprentissages, des notions d'orthopédagogie et la détection des difficultés d'apprentissage et leur remédiation. »

Art. 6. A l'article 10 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est complété comme suit : « Ils intègrent la didactique disciplinaire et générale dans le cadre d'activités organisées à la fois sur le terrain et à la haute école. »

2° L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les stages en situation réelle sont organisés dans les trois années d'études. En première année, ils consistent en activités d'observation participante, en accompagnant le maître de stage. Ils peuvent amener progressivement l'étudiant, en étroite collaboration avec le maître de stage, à prendre en charge une classe. En deuxième et troisième année, l'étudiant prend effectivement en charge une classe. »

3° L'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant : « Les étudiants effectuent de préférence leurs stages par équipe de deux personnes minimum au sein d'une même implantation. »

Art. 7. L'article 11, alinéa 2, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Elles comprennent l'élaboration du projet professionnel, la formation à la neutralité, l'ouverture de l'école sur l'extérieur, l'identité enseignante, la déontologie et le dossier de l'enseignant. »

Art. 8. L'article 12 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. Les Hautes Ecoles disposent d'un volume d'un minimum de 120 heures réservées à des activités d'enseignement qu'elles déterminent en toute autonomie. »

Art. 9. A l'article 20 du même décret l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« A partir de la deuxième année, des maîtres assistants, chargés de cours, chefs de travaux ou professeurs titulaires de la formation pédagogique ou de la formation disciplinaire supervisent chaque étudiant à raison de quatre visites au minimum en deuxième année et de huit visites au minimum en troisième année. Ces prestations sont valorisées dans leur horaire, en fonction notamment du nombre d'étudiants visités et du temps consacré à cet encadrement. Chaque étudiant est visité par les titulaires de la formation pédagogique et les titulaires de la formation disciplinaire. L'échelonnement des visites au cours des semaines de stage ainsi que la répartition de la supervision de celles-ci entre ces deux groupes d'enseignants doivent être équilibrés. »

Art. 10. A l'article 23 du même décret, les mots « Dans le cadre de ces accords de collaboration, des dérogations motivées peuvent être prévues à l'alinéa 4 de l'article 10. » sont abrogés et remplacés par les mots « Ils sont reconduits tacitement, sauf dénonciation par l'une des deux parties. »

Art. 11. A l'article 29 du même décret, le point 1 est abrogé.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 15 septembre 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2005.

La Ministre-Présidente,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente
et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 124-1. — Amendements en commission, n° 124-2. — Rapport, n° 124-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2005.

Annexe au décret modifiant le décret du 12 décembre 2000
relatif à la formation initiale des instituteurs et des régents

Grille horaire minimale pour les sections préscolaire, primaire et secondaire

Activités d'enseignement	1°	2°	3°	A déterminer	Total
1. Connaissances socioculturelles					120
Approche théorique et pratique de la diversité culturelle et la dimension de genre*				30	30
Initiation aux arts et à la culture			30		30
Philosophie et histoire des religions	30				30
Sociologie et politique de l'éducation			30		30
2. Connaissances socio-affectives					120
Psychologie de la relation et de la communication	30				30
Psychologie du développement	30	30			60
Techniques de gestion de groupe et expression orale		30			30
3. Connaissances disciplinaires et interdisciplinaires					1020
a) Connaissances transversales					
Maîtrise orale et écrite de la langue française*	45	30		15	90
Utilisation de l'ordinateur et apport des médias et des TIC en enseignement		30	30		60
b) Les savoirs disciplinaires et la didactique des disciplines	330	330	210		870
4. Connaissances pédagogiques					180
Etude critique des grands courants pédagogiques			30		30
Evaluation des apprentissages		30			30
Différenciation des apprentissages, notions d'orthopédagogie et détection des difficultés d'apprentissage et leur remédiation			30		30
Pédagogie générale	30				30
Psychologie des apprentissages	30	30			60
5. Démarche scientifique					45
Initiation à la recherche, notions d'épistémologie des disciplines, préparation au TFE*		30		15	45
Travail de fin d'études					
6. Le savoir-faire					780
Ateliers de formation professionnelle*	120	90	60	30	300
Stages pédagogiques (2,4,10 semaines) en ce compris l'enseignement spécialisé et/ou de promotion sociale et/ou les CEFA	60	120	300		480
7. Activités interdisciplinaires de construction de l'identité professionnelle					80
Elaboration du projet professionnel*			15		15
Formation à la neutralité			20		20
Identité enseignante, déontologie et dossier de l'enseignant*				30	30
Ouverture de l'école vers l'extérieur*				15	15
Totaux	705	750	755	135	2345
TOTAUX					2465

* : année à déterminer par les autorités des Hautes Ecoles.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2092

[C — 2005/29226]

20 JULI 2005. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten, worden de woorden « Onderwijsactiviteiten van het type A : onderwijsactiviteiten voor de studenten van alle afdelingen uit het normaalonderwijs » vervangen door de woorden « Onderwijsactiviteiten van het type A : onderwijsactiviteiten voor de studenten van alle afdelingen uit het normaalonderwijs. De Regering kan een jaarlijkse afwijking aan de Hogescholen toekennen die, om interne organisatie-redenen, lessen van het type A aan verschillende afdelingen wensen te geven en niet aan alle afdelingen ».

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de tweede en derde leden vervangen als volgt :

« Deze krachtlijnen bestaan in :

1. het bijbrengen van socio-culturele kennis van minstens 120 uren;
2. het bijbrengen van socio-affectieve en relationele kennis van minstens 120 uren;
3. het aanleren van disciplinaire en interdisciplinaire kennis van minstens 1020 uren;
4. het aanleren van pedagogische vaardigheden van minstens 180 uren;
5. het aanleren van een wetenschappelijke ingesteldheid en onderzoeksgerichte houding van minstens 45 uren;
6. de know-how van minstens 780 uren.
7. de interdisciplinaire activiteiten met betrekking tot de vorming van een beroepsidentiteit van minstens 80 uren.

De Hogescholen organiseren onderwijsactiviteiten van het type A van minstens 210 uren in de zin van artikel 2 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten.

De minimale uurregeling en het aantal uren voor de voorschoolse, lagere en secundaire afdelingen worden bij dit decreet gevoegd».

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De socio-culturele kennis omvat :

- 1° de sociologie en het onderwijsbeleid;
- 2° de theoretische en praktische benadering van de culturele verscheidenheid en de gender dimensie;
- 3° een inleiding tot de kunst en cultuur;
- 4° de filosofie en geschiedenis van de godsdiensten. »

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Het aanleren van een wetenschappelijke ingesteldheid en onderzoeksgerichte houding omvat :

1. een inleiding tot het onderzoek, begrippen uit de kennisleer van de disciplines en een voorbereiding op het eindwerk;
2. het maken van een eindwerk. ».

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De pedagogische vaardigheden omvatten :

1. de algemene pedagogie;
2. de evaluatie van het leerproces;
3. de kritische studie van de grote pedagogische stromingen;
4. de psychologie van het leerproces;
5. de differentiatie van de vorming, de begrippen uit de orthopedagogie en het onderzoek naar de moeilijkheden van het leerproces en hun oplossingen. ».

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« Ze integreren de disciplinaire en algemene didactiek in het kader van activiteiten die georganiseerd worden zowel op het terrein als in de hogeschool ».

2° Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De stages in werkelijke toestanden worden in de drie studie jaren georganiseerd. In het eerste jaar bestaan deze stages uit actieve observatie-activiteiten, door de stagemeester te begeleiden. De student kan geleidelijk ertoe gebracht worden, in nauwe samenwerking met de stagemeester, alleen te staan voor een klas. In het tweede en derde jaar is de student effectief verantwoordelijk voor de klas. »

3° Het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« De studenten lopen liever hun stages in groepjes van minimum twee personen in dezelfde inrichting. ».

Art. 7. Artikel 11, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Ze omvatten de uitwerking van het beroepsproject, de vorming tot neutraliteit, de ontsluiting van de school naar buiten toe, de identiteit van de leerkracht, de deontologie en het dossier van de leerkracht. ».

Art. 8. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. De Hogescholen beschikken over minstens 120 uren voorbehouden aan onderwijsactiviteiten die zij geheel vrij invullen. ».

Art. 9. In artikel 20 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Vanaf het tweede jaar superviseren meesters-assistenten, docenten, werkmeesters of professoren die titularis zijn van de pedagogische vorming of de disciplinaire vorming, iedere student middels minstens vier bezoeken in het tweede jaar en minstens acht bezoeken tijdens het derde jaar. Deze prestaties worden beoordeeld in hun uurrooster, inzonderheid in functie van het aantal bezochte studenten en van de tijd besteed aan deze begeleiding. Iedere student krijgt het bezoek van de hoogleraren van de pedagogische vorming en van de disciplinaire vorming. De spreiding van de bezoeken tijdens de stageweken alsook de verdeling van de supervisie ervan tussen deze twee groepen leerkrachten moeten in evenwicht worden gebracht. »

Art. 10. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden « In het raam van deze samenwerkingsakkoorden kunnen met reden omklede afwijkingen worden voorzien in het vierde lid van artikel 10. » opgeheven en vervangen door de woorden « Ze worden stilzwijgend verlengd, behalve opzegging door één van beide partijen ».

Art. 11. In artikel 29 van hetzelfde decreet wordt punt 1 opgeheven.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 15 september 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA
De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET
De Vice-President,
Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN
De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 124-1. — Commissieamendementen, nr. 124-2. — Verslag, nr. 124-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2005.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 2093

[2005/201891]

25 MARS 2005. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} octobre 2004 fixant la composition de la délégation de l'autorité au sein du Comité de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, 2^e section (sous-section Communauté française) et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu le décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale et du Ministre de la Fonction publique et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2005,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} octobre 2004 fixant la composition de la délégation de l'autorité au sein du Comité de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, 2^e section (sous-section Communauté française) et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, les termes « M. Dominique Marchal » sont remplacés par les termes « M. Stéphane Dehombreux ».